

11 novembre 2024
Jour du souvenir



Le temps est venu pour les êtres humains de faire l'histoire

– Pauline Easton –

- **Le jour de la signature de l'Armistice qui a mis fin à la Première Guerre mondiale**

– Nick Lin –

- **La présence de l'OTAN aux cérémonies de dépôt de gerbes est inacceptable! Sortons le Canada de l'OTAN! Démantelons l'OTAN!**

À titre d'information sur la Première Guerre mondiale

- **Appel aux soldats de tous les pays belligérants**
– *Lénine, avril 1917* –

Au Canada

- **La Loi sur les mesures de guerre et l'internement de Canadiens**
 - **Opposition à la conscription au Canada et au Québec**
 - **Le recrutement des peuples autochtones**
 - **Le bataillon de Noirs affectés à la construction**
 - **Le cas de Ginger Goodwin**

11 novembre 2024

Journée du souvenir

**Le temps est venu pour les êtres humains
de faire l'histoire**

– *Pauline Easton* –

Comme chacun sait, le 11 novembre est l'anniversaire du jour où, en 1918, le 11e jour du 11e mois à la 11e heure, fut signé l'Armistice qui mit fin à la Première Guerre mondiale. Les auteurs de guerre verseront des larmes de crocodile et blâmeront leurs adversaires, et en particulier la Russie, qui a lancé la Grande Révolution d'Octobre en 1917, s'est retirée de la guerre et a annulé tous les traités impérialistes inégaux. Mais, pour les auteurs de guerre, c'est également l'occasion d'accuser la Russie d'aujourd'hui, en tant qu'ennemie déclarée. Et ce, en dépit du fait que l'Union soviétique a porté le gros des pertes et des destructions causées pendant la Deuxième Guerre mondiale en Europe, aux côtés des travailleurs européens, des Juifs, des Roms, de ceux que les hitlériens considéraient comme des déviants, et aussi avec le sacrifice des communistes, des combattants de la résistance antifasciste et des prisonniers de guerre soviétiques. Ils auront beaucoup de mal cette année à présenter les États-Unis comme les champions de la liberté, de la démocratie et de la paix, comme les libérateurs de l'Europe avec la Grande-Bretagne et peut-être quelques aristocrates français et polonais.

L'Association canadienne pour l'OTAN a écrit sur son compte Instagram que pour le 11 novembre prochain, « nous sommes fiers d'annoncer de multiples cérémonies de dépôt de gerbes de l'OTAN à travers le pays [...] à Vancouver, Ottawa, Montréal et Toronto. [...] Joignez-vous à nous pour commémorer ceux qui ont fait de grands sacrifices pour protéger les valeurs qui nous sont chères. »

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'oppose résolument à ces tentatives de militariser la culture en militarisant les cérémonies de dépôt de gerbes qui rendent hommage aux Canadiens et aux Québécois qui ont été sacrifiés comme chair à canon pendant la Première Guerre mondiale. L'Association canadienne pour l'OTAN fait l'amalgame entre tous ceux dont la vie a été sacrifiée pendant la Première Guerre mondiale, qui fut une guerre inter-impérialiste pour le repartage du monde, de ceux qui ont combattu le fascisme durant la Deuxième Guerre mondiale et les crimes commis par les États-Unis et l'OTAN durant la Deuxième Guerre mondiale et les guerres de destruction, les opérations de changement de régime et les crimes de guerre qu'ils commettent aujourd'hui. Cela comprend les assassinats, la torture, les massacres et maintenant le génocide à

Gaza, ainsi que les destructions, les déplacements et les massacres massifs au Liban. Selon l'Association canadienne pour l'OTAN, tout cela est fait pour défendre les valeurs chères aux Canadiens.

Ces propos sont tenus à un moment où la démocratie américaine et la démocratie de son cartel du génocide, dont fait partie le Canada, et leurs prétentions à défendre la paix, la liberté et la démocratie, n'ont jamais été aussi isolées à l'échelle mondiale. Les résultats des élections du 5 novembre aux États-Unis montrent que ce pays entre dans une période de régime policier et souffre d'un profond traumatisme psychologique, d'une profonde crise existentielle. La réaction des cercles dirigeants du Canada et du Québec à l'élection de Donald Trump comme prochain président des États-Unis reflète la même chose. Au Canada et au Québec, elle s'exprime par une hystérie à propos des immigrants et des réfugiés qui envahiraient le Canada, de l'imposition par Donald Trump de nouveaux tarifs sur le commerce, d'autres agressions contre les femmes et les immigrants et de la nécessité de sauver le Canada en marchant au pas de la nouvelle administration américaine.

C'est le moment de renforcer le travail du PCC(M-L) et que tous les Canadiens, les Québécois et les peuples autochtones se donnent un ordre du jour qui place en premier les revendications qu'ils sont en droit de faire à la société et la réalisation des droits de tous et toutes.

C'est le moment de plaider pour le renouvellement démocratique de masse du processus électoral et une constitution moderne et de soutenir la conception moderne selon laquelle nos identités en tant que peuples sont et ont toujours été forgées dans leur résistance à l'exploitation, à l'oppression, à la domination coloniale et aux arrangements anglo-canadiens qui les privent du pouvoir politique. Un peuple ne se définit pas par l'identité qui lui a été imposée d'abord par la puissance coloniale qui parle de deux peuples fondateurs, puis soutenue par l'État anglo-canadien pour diviser le peuple et permettre l'intégration du Canada à la machine de guerre américaine et du Québec en même temps.



Aujourd'hui, la lie des classes dirigeantes déchues de l'époque de la révolution russe et les forces réactionnaires d'aujourd'hui continuent d'être rongées par le spectre du communisme. C'est un spectre qui la hante chaque fois qu'elle s'engage dans des pratiques qui vont à l'encontre des intérêts du peuple. Ils ont créé un stéréotype du socialisme et du communisme et de la défense des droits des peuples du monde dans les luttes de résistance contre leurs asservisseurs et oppresseurs, qu'elle assimile au terrorisme. Ces stéréotypes sont le fruit de son imagination malade, hantée par la peur morbide de disparaître.

Pour tenir les peuples à l'écart du pouvoir, les élites dirigeantes des pays qui épousent ce qu'on appelle la « démocratie représentative » et ses « institutions démocratiques libérales » font régner les prérogatives ministérielles qui sont exercées au-dessus de l'état de droit. On dit ensuite que c'est le modèle de la démocratie qu'il faut imposer aux autres. Ce modèle n'a aucune crédibilité, car on ne peut à la fois approuver un génocide et prétendre défendre la démocratie. En attendant, leur soi-disant ordre international fondé sur des règles épousé par ceux qui soutiennent le génocide et la guerre menace de détruire tous ceux qui refusent de se soumettre à leur diktat. En même temps, le maintien du droit de veto par un petit nombre de pays au sein des Nations unies, chargés de défendre l'état de droit international, préserve en réalité les rapports de pouvoir qui maintiennent

des peuples et des nations à l'écart et sert à protéger les auteurs de génocides et ceux qui les soutiennent et à les libérer de l'obligation de rendre compte de leurs actes.

La propagande sur « l'ennemi intérieur » et « l'ingérence étrangère » est utilisée pour détourner l'attention des travailleurs et des peuples du monde de la façon dont les décisions sont prises dans ce qu'on appelle les paradigmes de la démocratie, et de la façon de créer un système capable de canaliser efficacement toutes les ressources humaines et matérielles de leurs pays d'une manière qui leur soit favorable.



L'expérience de la Grande Révolution socialiste d'Octobre a montré que l'ordre ne peut être imposé d'en haut ou de l'extérieur. Il naît des conditions inhérentes à l'ensemble des rapports humains et de ce qu'ils révèlent. Lorsqu'il s'agit d'ordre mondial, de nouvel ordre mondial ou d'ancien ordre mondial, d'état de droit international ou d'ordre international fondé sur des règles, une chose est devenue très évidente : ce sont des tentatives de maintenir les peuples dans l'incapacité d'agir sur la base de la croyance que l'ordre est imposé d'en haut. En

réalité, l'ordre est créé par les peuples lorsqu'ils s'expriment librement en leur propre nom et mènent des luttes de résistance pour défendre leurs droits et les droits de tous et toutes.

Cela est particulièrement évident aujourd'hui avec les tentatives d'imposer des gouvernements de pouvoirs de police comme le font les impérialistes américains et leurs alliés, y compris le Canada, ainsi que le gouvernement Legault au Québec et les gouvernements provinciaux à travers le pays. Jamais le système appelé démocratie représentative et ses revendications n'ont été aussi isolés à l'échelle mondiale qu'aujourd'hui. Un ordre n'est pas quelque chose qui peut être imposé d'en haut.

En fait, plus la contre-révolution lancée depuis la chute de l'ex-Union soviétique s'approfondit, plus grandit l'importance de la Grande Révolution socialiste d'Octobre pour l'histoire de l'humanité. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1989-1991, à la suite de la restauration du capitalisme dans ce pays et à l'imposition d'un régime qui a privé les peuples du pouvoir soviétique, les conséquences de la brutale offensive néolibérale antisociale menée par les États-Unis et les guerres qu'ils ont déclenchées pour imposer des changements de régime et leur domination continuent de causer d'énormes torts aux peuples du monde et à notre Terre Mère. Les crimes des États-Unis et de leurs alliés sont aujourd'hui sans précédent. Le Canada, l'Australie, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande sont également les auteurs de ces crimes. Avec les agences de renseignement américaines, ils forment les services de police politique appelés « Groupe des cinq » qui dictent une politique permettant la prise de contrôle de l'État par les pouvoirs de police et la criminalisation du peuple au nom des « valeurs ». Seuls les peuples qui s'efforcent d'acquérir leur propre pouvoir peuvent mettre fin à cet état de fait.

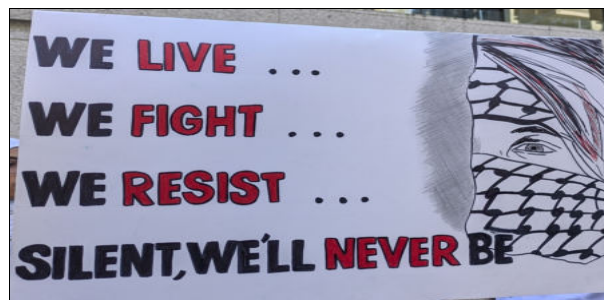
Dans les conditions du repli de la révolution, la violence extrême déclenchée par la machine à tuer américano-sioniste à Gaza, ainsi que la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine et dans d'autres pays du monde, est un état de fait rendu possible parce que l'initiative n'est pas entre les mains des peuples. Les souffrances des peuples continueront de grandir tant qu'on croira que ce sont les grandes puissances qui y mettront fin en établissant des cartels et des coalitions.

Le système international actuel est discrédité parce qu'il ne met pas fin à la violence, aux massacres et aux menaces de guerre généralisée. C'est pourquoi les peuples soutiennent les mouvements de

résistance, exprimant leur confiance dans le fait qu'ils ouvriront une voie qui confère la souveraineté au peuple, et non aux élites dirigeantes.

La signification d'une société telle que celle qui a vu le jour en 1917 en Russie soviétique est à nouveau d'actualité. La Russie soviétique a créé une nouvelle société en instaurant un pouvoir soviétique qui a mis l'initiative entre les mains des travailleurs, des paysans et de l'intelligentsia patriote. Elle a mis au centre la construction d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière sur la base du pouvoir soviétique afin de s'assurer que les travailleurs soient éduqués et formés pour décider de toutes les questions d'une manière qui favorise leurs intérêts et amènent ensuite les masses du peuple à faire de même. C'est ce qu'il faut réaliser aujourd'hui sur de nouvelles bases : que les travailleurs et les peuples se consacrent ensemble à assurer les droits de tous et toutes en établissant eux-mêmes les garanties.

En cette occasion, nous saluons tous ceux et celles qui ont mené et continuent de mener une résistance courageuse dans notre pays. Il s'agit non seulement des travailleurs de tous les secteurs de l'économie, du personnel de la santé qui se sacrifie, des enseignants et des travailleurs de l'éducation, des habitants des villes et des villages qui donnent tout ce qu'ils ont pour arrêter la privatisation et le bradage de nos ressources, mais aussi et surtout des jeunes et de tous ceux qui s'expriment en leur propre nom pour soutenir les mouvements de résistance en Palestine, au Liban, en Haïti, à Cuba, en Inde et dans tous les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Océanie, d'Europe et des États-Unis.



Les peuples sont sur le point de faire un grand pas en avant dans la lutte de l'humanité pour renverser la situation en leur faveur, mais ce sont des temps difficiles qui contiennent de grands dangers. Nous devons nous renforcer en reprenant le programme d'organisation des peuples sur de nouvelles bases.

En commémorant toutes les vies perdues pendant la Première Guerre mondiale, le devoir de mémoire nous amène à tirer la conclusion que nous devons tous multiplier les efforts pour renforcer les mouvements de masse pour la paix, la liberté et la démocratie. Nous devons renforcer le travail pour bâtir un parti révolutionnaire et communiste de masse qui forme ses membres dans les méthodes de travail et de décision de la démocratie de masse. Ce parti doit être capable de créer des formes transitoires d'organisation dans toutes les sphères d'activité, également basées sur une mobilisation idéologique et politique démocratique de masse qui donne à la classe ouvrière et au peuple le pouvoir de prendre les décisions sur toutes les questions qui affectent leur vie.



Le jour de la signature de l'Armistice qui a mis fin à la Première Guerre mondiale

– Nick Lin –

Le 11 novembre 1918, l'Armistice qui a mis fin à la Première Guerre mondiale a été signé. Une boucherie et un massacre sans précédent, cette guerre a été appelée « la guerre pour mettre fin à toutes les guerres ». Le traité de Versailles a finalement été signé par l'Allemagne et les nations alliées le 28 juin 1919, mettant officiellement fin à la Première Guerre mondiale.

La Première Guerre mondiale a été une guerre inter-impérialiste, une guerre dans laquelle les ouvriers ont été envoyés au massacre pendant que les empires s'affrontaient pour le repartage le monde. La Première Guerre mondiale a fait 9 millions de morts et 21 millions de blessés. À cela il faut ajouter au moins cinq millions de civils morts de maladie, de famine ou de froid. L'épidémie de grippe qui a frappé le monde en 1918 a tué environ 50 millions de personnes. Un cinquième de la population mondiale a été attaqué par ce virus mortel.

La guerre a également marqué un tournant dans l'histoire. En 1917, la classe ouvrière et le peuple de Russie ont accompli la Grande Révolution socialiste d'Octobre et ont sorti la Russie de la guerre.

Quand le pouvoir soviétique a été instauré, Winston Churchill a appelé à « étrangler l'enfant dans son berceau ». Puis, immédiatement après la guerre, quatorze puissances étrangères, dont le Canada, sont intervenues militairement pour fomenter la guerre civile, s'emparer des avoirs de la Russie et mettre fin à la révolution et au pouvoir soviétique, mais elles ont été vaincues. Loin d'être écrasée, la Grande Révolution socialiste d'Octobre a conduit au progrès de la société, à son développement vigoureux et à la libération sans précédent de l'initiative humaine.



De profonds changements politiques, culturels, économiques et sociaux se sont produits en Europe, en Asie et en Afrique, et également dans des régions qui n'avaient pas été directement touchées par la guerre. Quatre empires se sont effondrés à cause de la guerre – l'empire tsariste russe en 1917, puis l'empire ottoman, l'empire allemand et l'empire austro-hongrois en 1918. De vieux pays ont disparu, de nouveaux ont été créés et les frontières ont été redessinées. La Société des Nations a été créée en 1919, en vertu du traité de Versailles, pour « favoriser la coopération internationale et réaliser la paix et la sécurité ».



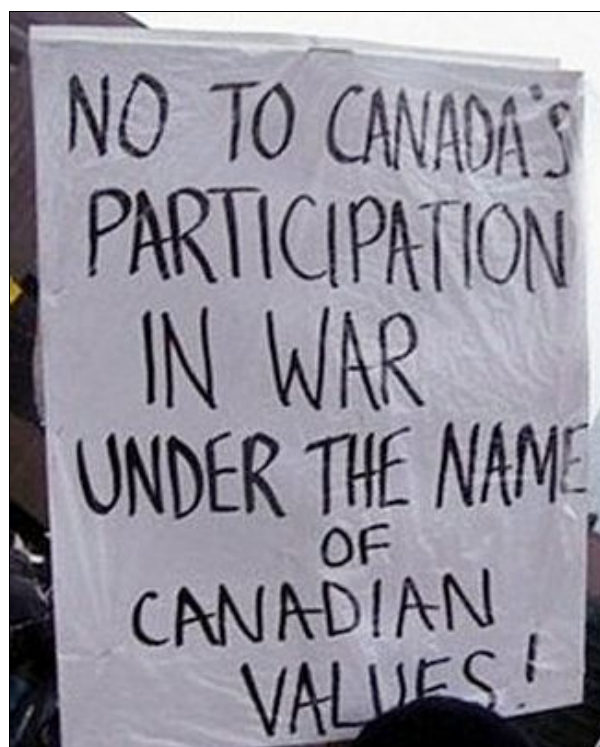
Manifestation contre la conscription au square Victoria, à Montréal, le 17 mai 1917. Les travailleurs québécois ne trouvent aucune raison convaincante de sacrifier leur vie pour la gloire de l'Empire britannique. Le gouvernement canadien impose la conscription en août 1917.

La Russie soviétique s'est industrialisée à un rythme sans précédent, un phénomène inconnu jusqu'à cette époque. Elle donnait l'exemple d'une marche triomphante. Quel que soit l'ennemi qu'elle a dû affronter, elle a triomphé.

Les idéaux élevés d'une « guerre pour mettre fin à toutes les guerres », de remplir son devoir pour la Patrie, pour le Roi et l'empire, se révélèrent être un couvert, une fausse justification, pour le terrible affrontement entre fauteurs de guerre impérialistes de la Première Guerre mondiale. Pourtant, ces mêmes valeurs sont promues actuellement avec la devise « Nous nous souviendrons d'eux ».

L'historiographie de la classe dominante dit que la Première Guerre mondiale a « marqué l'entrée du Canada sur la place des nations » en tant que maître de ses décisions en matière de politique étrangère. Le sacrifice des jeunes Canadiens jetés comme chair à canon dans les tranchées de l'Europe aurait montré que le Canada était en mesure de conduire sa propre politique étrangère et de couper les liens dans ce domaine avec le Parlement impérial britannique. Cette désinformation sert à inculquer aux Canadiens une vision chauvine selon laquelle le Canada était une grande puissance de l'Entente, digne d'être à la table des puissants pour le partage du butin de la guerre. En fait, cette participation a fait du Canada un béni-oui-oui au service des ententes entre la Grande-Bretagne et la France pour exclure l'Allemagne et soutenant toutes les nouvelles organisations hostiles à la Russie soviétique.

Aujourd'hui, le bellicisme du Canada est présenté comme une valeur canadienne fondamentale. Mais le sacrifice des Canadiens contredit l'histoire officielle. Il n'a pas été fait pour la liberté mais au nom de l'empire. L'indépendance du Canada n'a pas été réalisée par l'envoi des jeunes Canadiens à la boucherie et au massacre impérialiste qu'a été la Première Guerre mondiale, une guerre pour le repartage du monde entre les empires de l'époque pour accaparer les sources de matières premières, la main-d'oeuvre à bon marché et les zones pour l'exportation de capital et pour acquérir une influence stratégique. Au contraire, les élites dirigeantes du Canada se sont taillé une place comme serviteurs d'abord des impérialistes britanniques puis des impérialistes américains, tandis que persiste parmi le peuple un mouvement pour un véritable projet d'édification nationale dans lequel les ressources naturelles et humaines et le pouvoir décisionnel sont au service du peuple et non des riches.



Aujourd'hui, plus de 100 ans après la fin de la Première Guerre mondiale, le Canada a été intégré à la machine de guerre impérialiste des États-Unis, tandis que les États-Unis, l'OTAN et leurs alliés étendent leur ingérence et leur agression, et menacent de faire la guerre à des pays qui ne se soumettent pas à leur diktat. En même temps, le gouvernement canadien, au service de cet ordre du jour, prépare le terrain pour utiliser ses pouvoirs de police afin de déclarer l'opposition à la guerre et aux alliances agressives comme l'OTAN comme étant une menace à la sécurité nationale

Aujourd'hui, les Canadiens et les Québécois n'ont pas leur pareil parmi les peuples du monde qui s'opposent au génocide, à l'agression impérialiste et à la guerre. Ils l'ont fait en défendant leurs

convictions face à un assaut de désinformation selon lequel les crimes brutaux perpétrés par l'impérialisme américain, l'OTAN et le sionisme représentent les idées éclairées, la défense des droits humains, la paix, la démocratie et la liberté. Le travail continu des peuples pour s'opposer à ces crimes et mettre fin à la complicité du Canada fait partie intégrante de l'important travail visant à mettre en place de nouveaux arrangements qui feront du Canada une zone de paix.



Première journée nationale d'action contre le génocide américano-israélien en Palestine, 25 novembre 2023



La présence de l'OTAN aux cérémonies de dépôt de gerbes est inacceptable! Sortons le Canada de l'OTAN! Démantelons l'OTAN!

L'Association canadienne pour l'OTAN informe sur son compte Instagram que cette année, le 11 novembre : « Nous sommes fiers d'annoncer de nombreuses cérémonies de dépôt de gerbe de l'OTAN partout au pays [...] à Vancouver, à Ottawa, à Montréal et à Toronto [...] Rejoignez-nous pour commémorer ceux qui ont fait de grands sacrifices pour protéger les valeurs qui nous sont chères ».

La présence de l'OTAN – une alliance belliciste dirigée par les impérialistes étasuniens qui sont présentement armés jusqu'aux dents en Europe et mènent une guerre par procuration en Ukraine – aux cérémonies de dépôt de gerbes pour commémorer ceux qui sont morts lors de la Première Guerre mondiale est inacceptable. Les valeurs de l'OTAN sont contraires à celles que défendaient les Canadiens qui ont servi de chair à canon pour les Britanniques dans cette guerre. Les cérémonies commémorent également les



victimes de la Deuxième Guerre mondiale. Là encore, l'OTAN prétend à tort représenter les aspirations de ceux qui ont combattu et sont morts dans le cadre du front uni antifasciste des peuples. Ses prétentions sont fausses car elle a été fondée sur une base anticomuniste et a placé des criminels de guerre nazis à la tête de ses opérations. Il est donc tout aussi inacceptable que l'OTAN soit invitée à honorer ceux qui se sont sacrifiés pour éliminer le fléau du fascisme.

Pour montrer ce que l'OTAN représente, nous publions à nouveau un article de Dougal MacDonald intitulé « Les États-Unis ont construit l'OTAN en plaçant à sa direction des criminels de guerre nazis », qui a d'abord été publié dans le LML quotidien du 28 mars 2022.

Les États-Unis ont construit l'OTAN en plaçant à sa direction des criminels de guerre nazis

Alors que la situation en Ukraine se développe, la propagande impérialiste continue de promouvoir la fausse notion que l'OTAN (et par défaut les États-Unis) est d'une manière ou d'une autre une alliance pour la paix. Cette fraude est perpétuée pour tenter de convaincre les gens que la situation en Ukraine peut être résumée de façon simpliste à la « mauvaise » Russie d'un côté et aux « bons » États-Unis/OTAN de l'autre. Par conséquent, tout le monde devrait soutenir les États-Unis et l'OTAN et s'opposer à la Russie, et cela finira par apporter la paix sur terre.

Outre le fait que toute l'histoire des États-Unis et de l'OTAN est axée sur la guerre contre d'autres pays plutôt que sur la paix, ce gros mensonge est également réfuté par l'histoire de l'OTAN elle-même. Les faits montrent que dès que les hitlériens se sont rendus, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique ayant joué le rôle principal dans leur défaite, les Anglo-Américains ont commencé à aider l'Allemagne à se reconstruire, économiquement et militairement. L'Allemagne devait servir de rempart contre l'Union soviétique socialiste, le prétendu allié de guerre des Anglo-Américains, désormais désigné comme leur principal ennemi. Ce plan d'après-guerre, qui était déjà en cours d'élaboration avant la fin de la guerre, comprenait la formation de l'alliance agressive de l'OTAN en 1949, au sein de laquelle un certain nombre de chefs militaires d'Hitler ont joué des rôles clés.



Adolf Heusinger avec le secrétaire américain à la Défense de l'époque Robert McNamara au Pentagone, 28 février 1964

Un exemple typique est le général Adolf Heusinger, un officier militaire de carrière qui, au début de la Deuxième Guerre mondiale, a fait partie de l'état-major de campagne du quartier général allemand et a participé à la planification des invasions nazies de la Pologne, du Danemark, de la Norvège, de la France et des Pays-Bas. Les nazis ont perpétré contre la Pologne un des pires crimes que l'histoire n'ait jamais connus. La Pologne a subi le plus grand nombre de victimes par habitant de tous les pays européens, avec un total d'environ six millions de personnes tuées. Heusinger a gravi rapidement les échelons de l'administration de la Wehrmacht et, en 1944, il a été nommé par Adolf Hitler chef d'état-major général de l'armée.

Après la guerre, Adolf Heusinger a été interrogé par les Américains mais n'a pas été jugé. Un document déclassifié de la CIA indique : « Lors de sa reddition aux autorités de l'armée américaine en mai 1945, la question de l'implication de [Heusinger] en tant que criminel de guerre s'est posée

en rapport avec certains ordres qu'il a signés et transmis et qui ont scellé le sort des officiers d'endoctrinement politique russes et des commandos alliés capturés. Toutefois, compte tenu de l'attitude coopérative de Heusinger à Nuremberg et du fait qu'il n'avait fait que parapher les ordres lors de leur transmission, aucune action n'a été entreprise. Au lieu de cela, Heusinger a servi comme consultant en recherche sans rémunération pour le Bureau du chef du service juridique des États-Unis pour les crimes de guerre à Nuremberg, périodiquement, entre 1945 et 1948. »

Ainsi, au lieu d'être jugé pour crimes de guerre, Heusinger est devenu conseiller pour les questions militaires auprès de Konrad Adenauer, nommé premier chancelier de l'Allemagne de l'Ouest en 1949. Un des premiers actes d'Adenauer fut la dénonciation de la dénazification de l'Allemagne et l'amnistie des criminels de guerre nazis. À la fin du mois de janvier 1951, près de 800 000 criminels de guerre avaient bénéficié de l'amnistie. Konrad Adenauer et John J. McCloy, haut-commissaire américain pour l'Allemagne et plus tard président de la Chase Manhattan Bank des Rockefeller et de la Fondation Ford, étaient liés par le mariage. McCloy a joué un rôle clé dans la libération anticipée de nombreux criminels de guerre nazis condamnés à Nuremberg, notamment les industriels Alfried Krupp et Friedrich Flick, qui sont retournés s'enrichir en jouant un rôle de premier plan dans l'économie allemande d'après-guerre.

Avec la création en 1955 de la Bundeswehr, les forces armées ouest-allemandes reconstituées, Heusinger est retourné au service militaire et a été nommé lieutenant-général en 1955. En 1957, il a été promu général et nommé premier inspecteur général de la Bundeswehr. Il a occupé cette fonction jusqu'en 1961. En 1961, Heusinger a été nommé président du Comité militaire de l'OTAN, ce qui a fait de lui le principal porte-parole militaire de l'OTAN, et en 1963, il est également devenu le chef d'état-major de l'OTAN, une fonction qu'il a occupée jusqu'en 1964.

Plusieurs autres anciens nazis de premier plan ont suivi un parcours similaire, notamment en tant que commandants en chef des forces centrales alliées en Europe. En voici quelques exemples :

- Le général Hans Speidel, qui a participé aux invasions de la Pologne, de la France et de l'Union soviétique, a joué un rôle clé dans le réarmement de l'Allemagne et son intégration à l'OTAN, et est devenu en 1957 commandant en chef des forces alliées d'Europe centrale.
- Le Sturmführer Dr. Eberhardt Taubert a travaillé avec Goebbels au ministère nazi de la Propagande, où il a été responsable de la conception de l'étoile jaune pour les Juifs. Après la guerre, il est devenu conseiller de l'ex-nazi Franz Josef Strauss, ministre allemand de la défense de 1956 à 1962, et a été affecté par Strauss au « département de la guerre psychologique » de l'OTAN, qui crachait de la propagande anticommuniste tout comme le ministère de Goebbels l'avait fait pendant la guerre.
- L'amiral nazi et commandant de sous-marin Friedrich Guggenberger, dont le sous-marin a coulé 17 navires alliés, a ensuite été chef d'état-major adjoint du commandement des forces armées du Nord (AFNORTH) de l'OTAN de 1968 à 1972.
- Johannes Steinhoff, pilote de chasse de la Luftwaffe, a été nommé président du Comité militaire de l'OTAN de 1971 à 1974, après avoir occupé d'autres postes à l'OTAN.
- Johann von Kielmansegg, officier d'état-major général auprès du haut commandement de la Wehrmacht, de 1942 à 1944, a été commandant en chef des forces alliées d'Europe centrale de l'OTAN, en 1967-68.
- Ernst Ferber, major dans la Wehrmacht, a été commandant en chef des forces alliées en Europe centrale de l'OTAN de 1973 à 1975.

– Karl Schnell, premier officier d'état-major général du LXXVI^e Corps de Panzers, a été commandant en chef des forces alliées en Europe centrale pour l'OTAN de 1975 à 1977.

– Franz Joseph Schulze, chef de la troisième batterie du 241^e régiment de DCA, a été le commandant en chef des forces alliées en Europe centrale de 1977 à 1979.

– Ferdinand von Senger und Etterline, lieutenant de la 24^e division Panzer de la sixième armée allemande, a été le commandant en chef des forces alliées en Europe centrale, entre 1979 et 1983.

Les faits historiques sont clairs. Au lieu d'être jugés et de payer pour les innombrables crimes qu'ils ont planifiés et commis, Heusinger, Speidel et d'autres grands criminels de guerre nazis ont bénéficié d'un laissez-passer de la part des Anglo-Américains. Au lieu de rendre des comptes, ils ont été récompensés pour les services qu'ils ont rendus aux nazis en se voyant confier des rôles clés dans la reconstruction de l'armée ouest-allemande pour s'opposer à l'Union soviétique et en étant nommés fonctionnaires clés de l'OTAN en Europe dans le même but néfaste. Il existe un lien évident entre les nazis, les occupants américains, l'armée ouest-allemande et l'OTAN, qui révèle une fois de plus le véritable rôle de l'OTAN.

L'OTAN n'a jamais été une force de paix ou une défense contre une menace soviétique fictive. Au contraire, elle a toujours été une alliance militaire agressive qui existe uniquement pour servir les objectifs de la domination impérialiste américaine sur le monde.



À titre d'information sur la Première Guerre mondiale

Appel aux soldats de tous les pays belligérants

– Lénine, avril 1917 –

Soldats, nos frères !

Nous n'en pouvons plus de cette guerre atroce qui a emporté des millions de vies humaines, estropié des millions d'hommes, entraîné des calamités sans nom, la ruine et la famine.

Toujours plus nombreux sont ceux qui se posent la question : pourquoi cette guerre, pourquoi est-elle faite ?

Ouvriers et paysans, qui portons le poids principal de la guerre, nous voyons chaque jour plus clairement qu'elle a été déclenchée et qu'elle est faite par les capitalistes de tous les pays, dans l'intérêt des capitalistes, pour savoir qui dominera sur le monde, pour assurer des marchés aux fabricants, aux usiniers et aux banquiers, pour piller les nations faibles. Ils se partagent les colonies, s'emparent de territoires dans les Balkans et en Turquie; et voilà pourquoi les peuples d'Europe doivent se ruiner, voilà pourquoi nous devons périr et voir nos familles ruinées, affamées, détruites.

Dans tous les pays, la classe des capitalistes réalise des profits énormes, inouïs, scandaleux, grâce aux commandes et aux fournitures militaires, aux concessions dans les pays annexés, à la hausse des prix. Elle a, pour des dizaines d'années, frappé tous les peuples d'un tribut sous la forme d'intérêts exorbitants à verser pour les emprunts de guerre, qui se chiffrent par milliards. Et nous, ouvriers et paysans, nous devons périr, nous ruiner, souffrir la faim, supporter tout cela avec patience, contribuant à renforcer les capitalistes qui nous oppriment du fait que les ouvriers des différents pays s'exterminent mutuellement, apprennent à se haïr les uns les autres.

Allons-nous continuer à supporter docilement notre joug, à supporter la guerre que se livrent les

classes capitalistes ? Permettons-nous à cette guerre de se prolonger en nous rangeant aux côtés de nos gouvernements nationaux, de notre bourgeoisie nationale, de nos capitalistes nationaux, brisant par là même l'unité internationale des ouvriers de tous les pays, du monde entier ?

Non, soldats nos frères, il est temps pour nous d'ouvrir les yeux, il est temps de prendre en main nos propres destinées. Dans tous les pays grandit, s'étend et se renforce l'indignation populaire contre la classe des capitalistes, qui a précipité les peuples dans cette guerre. Non seulement en Allemagne, mais même en Angleterre, qui passait avant la guerre pour un pays libre entre tous, des centaines et des centaines de vrais amis et représentants de la classe ouvrière languissent dans les prisons pour avoir fait entendre des paroles honnêtes et vraies contre la guerre et contre les capitalistes. La révolution en Russie n'est que le premier pas de la première révolution; d'autres doivent la suivre, et la suivront inévitablement.

Le nouveau gouvernement de la Russie – qui a renversé Nicolas II, bandit couronné au même titre que Guillaume II – est un gouvernement de capitalistes. Il poursuit la même guerre de brigandage impérialiste que les capitalistes d'Allemagne, d'Angleterre et des autres pays. Il a sanctionné les traités secrets scélérats conclus par Nicolas II avec les capitalistes d'Angleterre, de France et d'ailleurs. Il refuse de publier ces traités à l'instar du gouvernement allemand, qui ne publie pas davantage les traités secrets non moins scélérats qu'il a passés avec l'Autriche, la Bulgarie, etc.

Le Gouvernement provisoire russe a publié le 20 avril une note où il confirme une fois de plus sa fidélité aux anciens traités de brigandage conclus par le tsar et se déclare prêt à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète, soulevant ainsi l'indignation de ceux-là mêmes qui, jusqu'à présent, lui accordaient leur confiance et leur appui.

Mais, à côté du gouvernement des capitalistes, la révolution russe a créé spontanément des organisations révolutionnaires qui représentent l'immense majorité des ouvriers et des paysans, à savoir : les Soviets des députés ouvriers et soldats, qui se sont constitués à Pétrograd et dans la plupart des villes de Russie. Comme bien des ouvriers et des soldats en Allemagne, la majorité des soldats et une partie des ouvriers de Russie accordent encore une confiance aveugle au gouvernement des capitalistes, à leurs discours creux et mensongers sur la paix sans annexions, la guerre défensive, etc.

Mais, à la différence des capitalistes, les ouvriers et les paysans pauvres n'ont intérêt ni aux annexions, ni au maintien des profits capitalistes. C'est pourquoi chaque jour qui passe, chaque mesure du gouvernement capitaliste mettra en lumière, en Russie comme en Allemagne, les mensonges des capitalistes et fournira la preuve que tant que les capitalistes seront au pouvoir, il ne saurait y avoir de paix réellement démocratique, fondée non sur la violence mais sur la renonciation réelle à toute annexion, c'est-à-dire sur l'affranchissement de toutes les colonies sans exception, de tous les peuples opprimés, annexés par la violence ou frustrés de leurs droits; que tant qu'ils seront au pouvoir, la guerre, selon toute probabilité, se poursuivra avec toujours plus d'acharnement.

C'est *seulement* si le pouvoir dans deux pays actuellement ennemis, la Russie et l'Allemagne par exemple, passe entièrement et exclusivement aux mains de Soviets révolutionnaires des députés ouvriers et soldats, capables de rompre, non seulement en paroles, mais aussi en fait, tout le réseau des rapports et des intérêts du Capital, – c'est alors seulement que les ouvriers des deux pays belligérants pourront avoir confiance les uns dans les autres et mettre rapidement fin à la guerre par une paix réellement démocratique, une paix qui implique la libération effective de tous les peuples et de toutes les nationalités du monde.

Soldats nos frères !

Faisons tout pour hâter ce jour, pour atteindre ce but. N'ayons pas peur des sacrifices : tout sacrifice

consenti à la cause de la révolution ouvrière sera moins pénible que les pertes qu'entraîne la guerre. Chaque pas que la révolution fera vers sa victoire arrachera des centaines de milliers, des millions d'hommes à la mort, à la ruine et à la famine.

Guerre aux palais, paix aux chaumières ! Paix aux ouvriers de tous les pays ! Vive l'union fraternelle des ouvriers révolutionnaires de tous les pays ! Vive le socialisme !

Le Comité Central du P.O.S.D.R.

Le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

La Rédaction de la « Pravda »

(Oeuvres, Tome 24, Avril-Juin 1917)



Au Canada

La Loi sur les mesures de guerre et l'internement de Canadiens



Le camp d'internement à Banff, en Alberta

Lorsque la Grande-Bretagne a déclaré la guerre à l'Allemagne, le gouvernement conservateur de Borden au Canada a promulgué la *Loi sur les mesures de guerre*, en août 1914. La loi a donné des pouvoirs très étendus au gouvernement qui a suspendu ou limité les libertés civiles et lui a permis d'incarcérer des « étrangers ennemis ».

Le terme « étranger ennemi » fait référence aux citoyens des États légalement en guerre avec le Canada et qui vivaient au Canada pendant la guerre.

De 1914 à 1920, le Canada a interné 8 579 personnes comme soi-disant étrangers ennemis partout au pays avec 24 stations d'accueil et camps de concentration. De ce nombre, 3138 ont été classés comme prisonniers de guerre, tandis que les autres étaient des civils. La majorité des personnes interpellées étaient d'origine ukrainienne, et ont été ciblées car l'Ukraine d'alors était répartie entre la Russie (un allié) et l'Empire austro-hongrois, un ennemi de l'Empire britannique. Certains des

sujets internés étaient nés au Canada et d'autres étaient naturalisés sujets britanniques, mais la plupart étaient des immigrants récents.

La plupart des internés étaient de jeunes hommes chômeurs célibataires arrêtés alors qu'ils tentaient de traverser la frontière vers les États-Unis afin d'y chercher un emploi. En vertu de la loi, c'était illégal pour eux de quitter le Canada. Quarante-vingt-une femmes et 156 enfants ont été internés puisqu'ils avaient décidé de suivre leurs hommes dans les deux seuls camps qui acceptaient des familles, soit à Vernon, en Colombie-Britannique (principalement des allemands), et à Spirit Lake, près d'Amos, au Québec (principalement des ukrainiens).



Le camp d'internement à Fernie, en Colombie-Britannique

En plus de ceux qui sont placés dans des camps d'internement, 80 000 autres « étrangers ennemis », ukrainiens pour la plupart, ont été contraints d'avoir sur eux des papiers d'identité et de se rapporter régulièrement à un agent de police local. Ils ont été traités par le gouvernement comme des parias et beaucoup ont perdu leur emploi.

Les camps d'internement étaient souvent situés dans des zones rurales éloignées, y compris dans les parcs nationaux de l'Ouest canadien suivants : Banff, Jasper, Mont-Revelstoke et Yoho. Les internés se sont vu confisquer une grande partie de leurs biens. Beaucoup d'entre eux ont été enrôlés aux travaux forcés sur les grands projets, y compris le développement du parc national de Banff et de nombreuses opérations minières et forestières. Ils ont construit des routes, des ponts et défriché des terres.

Entre 1916-1917, durant une grave pénurie de main-d'oeuvre agricole, presque tous les internés ont été mis en liberté conditionnelle et placés sous la garde des agriculteurs locaux et payés au salaire en vigueur à l'époque. D'autres libérés



Monument aux personnes internées au camp de Castle Mountain en Alberta

conditionnels ont été envoyés comme des travailleurs rémunérés sur les équipes des voies ferrées et des mines. Ils étaient toujours en liberté conditionnelle et tenus de faire rapport régulièrement aux autorités policières.

Les gouvernements fédéral et provinciaux et des entreprises privées ont bénéficié de leur travail et de la confiscation du peu d'argent qu'ils avaient, dont une partie a été laissée à la Banque du Canada, à la fin des opérations d'internement le 20 juin 1920.

Un petit nombre d'internés, y compris les hommes considérés comme des « étrangers dangereux », des ouvriers radicaux ou des internés particulièrement gênants, ont été expulsés vers leur pays d'origine après la guerre, en grande partie à partir du camp de Kapuskasing en Ontario, qui a été le dernier à fermer.

Parmi les internés, 109 sont morts de diverses maladies et blessures dans le camp, six ont été tués alors qu'ils tentaient de s'échapper, et quelques-uns – selon un rapport militaire – sont devenus fous ou se sont suicidés suite à leur détention.



Camp d'internement de Petawwa en Ontario

(Source : Musée canadien de la guerre, Calgary Herald, Wikipedia)



Opposition à la conscription au Canada et au Québec

En août 1914, quand la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne, le Canada, en tant que dominion de l'Empire britannique, était automatiquement tenu d'y participer.

Robert Laird Borden, alors premier ministre conservateur du Canada, s'active avec enthousiasme pour y engager le Canada. « Dès le dimanche 9 août, les principaux arrêtés en conseil avaient été promulgués et une session parlementaire débuta deux semaines après le début des hostilités. On adopta rapidement des lois pour protéger les institutions financières du pays et l'on augmenta les tarifs douaniers sur certains articles de consommation très en demande. Le projet de loi sur les mesures de guerre, qui donnait au gouvernement des pouvoirs de coercition exceptionnels sur les Canadiens, fut adopté à la hâte après trois lectures[1]. »

C'est l'homme d'affaires William Price (de la Price Brothers and Company ancêtre de Produits forestiers Résolu) qui reçoit le mandat de créer de toutes pièces un camp d'entraînement à Valcartier, près de Québec. Les terres de cent vingt-six cultivateurs sont expropriées pour étendre la superficie du camp à 12 428 acres (50 km²). « Dès le début du conflit, on y construit un champ de tir de 1500 cibles, comprenant abris, positions de tir et affiches, ce qui en fit, dès le 22 août 1914, le plus important et le plus réussi des champs de tir au monde. Le camp accueillit 33 644 hommes en 1914[2]. » Valcartier demeure pendant tout ce temps la plus grande base militaire du Canada.

Au début de la guerre, le premier ministre Borden avait promis de ne pas imposer la conscription pour le service militaire à l'étranger. Cependant, à l'été 1917, le Canada était en guerre depuis près de trois ans. Plus de 130 000 Canadiens du Corps expéditionnaire canadien avaient été tués ou blessés[3]. Le nombre de volontaires continuait de baisser en raison du refus croissant de servir de chair à canon pour les puissances impérialistes et l'évidence de l'impact profond des efforts de guerre sur l'économie canadienne. Une grande pression est exercée sur tous les pays du Commonwealth et des colonies britanniques pour qu'ils continuent de contribuer des troupes à l'effort de guerre impérialiste, mais malgré tout le gouvernement est incapable de convaincre les travailleurs de se sacrifier pour l'empire.

ENFRANCHISED WOMEN!

Women of Canada enfranchised for the purposes of the pending federal election are:

First—Nurses serving overseas with the Canadian or the Imperial forces.

Second—Next-of-kin of soldiers and nurses, living or dead, who are serving or have served during the present war overseas with the Canadian or the Imperial forces, and of sailors, living or dead, who have served or are serving during the present war with the fleet, either in Canadian or other waters.

The kinship must be of blood, and of the degree of wife, mother, sister or daughter. Half-sisters are regarded as full sisters under the Act and are entitled to the same franchise privileges.

All the relatives of the degrees enunciated may claim the franchise, and none others.

Women to vote must be of the full age of 21 years, British subjects by birth or naturalization and must be resident in Canada one year and in the electoral division three months. They must have their names on the voters' list. This list will be posted in each electoral division December 2.

Next-of-kin, see that your names are listed.

But to VOTE you must REGISTER.

It is your immediate duty, and very simple. Go to your nearest registration office and have your name put on the list. The local Unionist Committee will tell you where. DO IT NOW.

REGISTER FIRST—THEN VOTE—FOR THE BOYS AT THE FRONT.

**VOTE UNION
SAVE CANADA**

**TO THE WOMEN
OF CANADA**

1. You have read what the Germans have done in Belgium. Have you thought what they would do if they invaded this Country ?
2. Do you realize that the safety of your home and children depends on our getting more men **NOW** ?
3. Do you realize that the one word "GO" from you may send another man to fight for our King and Country ?
4. When the War is over and someone asks your husband or your son what he did in the great War, is he to hang his head because you would not let him go ?

**WON'T YOU HELP
AND SEND A MAN TO
ENLIST TO-DAY?**

Affiches pour la mobilisation des femmes pour la guerre impérialiste. Celle de gauche appelle les femmes qui avaient le droit aux termes de la *Loi sur les élections en temps de guerre* à voter pour le gouvernement de l'Union.

L'absence d'enthousiasme pour la guerre est tel que le gouvernement recourt à la conscription des soldats. Le 29 août 1917, la *Loi du service militaire* est sanctionnée. Elle stipule que « tous les habitants mâles du Canada âgés de dix-huit ans et plus, et de moins de soixante ans, non exemptés ni frappés d'incapacité par la loi, et sujets britanniques, peuvent être appelés à servir dans la milice; dans le cas d'une levée en masse, le gouverneur général peut appeler au service toute la population mâle du Canada en état de porter les armes ». Elle reste en vigueur jusqu'à la fin de la guerre.

Borden décide que le meilleur moyen de réaliser la conscription est d'avoir un gouvernement de coalition en temps de guerre. Il offre donc aux libéraux un nombre égal de sièges au Cabinet en échange de leur soutien à la conscription. Après des mois de manoeuvres politiques, il annonce en octobre un gouvernement d'union, composé de fidèles conservateurs, d'une poignée de libéraux favorables à la conscription et de députés indépendants.

Borden est dans la sixième année de son premier mandat. Au cours des mois qui précèdent l'élection, il parvient à faire passer deux textes de loi qui assureront des votes supplémentaires pour le camp unioniste.

Aux termes des lois antérieures, les soldats ne peuvent voter en temps de guerre. La nouvelle *Loi des électeurs militaires* permet aux 400 000 soldats canadiens, y compris ceux qui n'ont pas encore l'âge de voter et qui sont nés Britanniques, de voter à la prochaine élection.

Puis, la *Loi des élections en temps de guerre* donne par ailleurs, pour la première fois, le droit aux femmes de voter lors d'un scrutin fédéral, mais ce droit n'est accordé qu'aux femmes qui sont de la famille d'au moins un soldat canadien engagé à l'étranger.

Une fois ces deux lois entrées en vigueur, un grand nombre de personnes, dont la majorité soutiennent l'effort de guerre et la conscription, deviennent du jour au lendemain des électeurs en puissance juste avant la tenue du scrutin. Les unionistes de Robert Borden remportent l'élection de 1917 avec une majorité de 153 sièges, dont seulement trois du Québec.

Conscription

La conscription entre en vigueur le 1er janvier 1918. Des tribunaux d'exemption sont ouverts partout au pays parce qu'un pourcentage important d'hommes appelés à servir font appel de la décision. Outre la grande opposition au Québec, de nombreux Canadiens partout au pays s'opposent également à la conscription, notamment des anti-impérialistes, des agriculteurs, des syndiqués, des chômeurs, des groupes religieux et des militants de la paix. En février 1918, 52 000 recrues avaient demandé d'être exemptées. Le manque d'appui à la guerre a encore une fois été démontré quand, sur les plus de 400 000 personnes appelées, 380 510 ont interjeté appel en profitant des différentes options d'exemption prévues dans la *Loi du service militaires*

En fin de compte, quelque 125 000 Canadiens – un peu plus du quart des personnes admissibles à être enrôlés – sont enrôlés dans l'armée. De ce nombre, à peine plus de 24 000 sont déployés en Europe avant la fin de la guerre.

De nombreux appelés ne se présentent tout simplement pas. Winnipeg se classe juste derrière Montréal pour ce qui est du pourcentage d'hommes n'ayant pas répondu à l'appel, soit près de 20 % des personnes inscrites, contre environ 25 % à Montréal, selon des informations parues dans le *Winnipeg Telegram* à l'époque. Ces hommes sont traqués par la police et risquent de lourdes peines d'emprisonnement s'ils sont arrêtés et jugés.

Opposition à la guerre et à la conscription au Québec

Des exemples de tentatives maladroites de l'État canadien de recruter des Québécois sur la base du chauvinisme anglo-canadien, pour une cause injuste, dans une guerre impérialiste, les exhortant à s'enrôler par fidélité à la vieille puissance coloniale, la France. Puis un appel à combattre la tyrannie en soutenant la nouvelle puissance coloniale, la Grande-Bretagne. Et enfin, un appel à se défendre contre l'invasion étrangère.

Le 15 octobre 1914, le 22e Régiment est officiellement créé pour renforcer la participation des Canadiens français. En tant que seule unité combattante du Corps expéditionnaire canadien (CEC) dont la langue officielle est le français, le 22e bataillon d'infanterie (franco-canadien), qui est communément appelé le « Van Doos » en anglais (de vingt-deux), fait l'objet d'un examen plus minutieux que pour la plupart des unités canadiennes au cours de la Première Guerre mondiale. Après des mois d'entraînement au Canada et en Angleterre, le bataillon arrive finalement en France le 15 septembre 1915[4].



Affiches visant à inciter les Québécois à s'engager dans l'armée britannique lors de la Première Guerre mondiale.

En avril 1916, le 22e Régiment participe à l'une des missions les plus dangereuses de toute la guerre, la bataille des cratères de Saint-Éloi. L'affrontement a lieu sur un terrain étroit et détrempe du théâtre de guerre en Belgique et les pertes sont très lourdes. Après Saint-Éloi, le bataillon se prépare à prendre le village de Courcellette dans le secteur de la Somme en France. Des centaines d'hommes tombent au combat. Pour beaucoup, c'est un premier constat de la violence extrême de cette guerre. Dans les mois qui suivent les opérations de la Somme, le bataillon est frappé par un grand nombre de désertions et d'absences sans permission. Selon des officiers de bataillon, les mois qui ont suivi Courcellette ont été témoins d'une démoralisation totale des troupes. Au cours des dix mois suivants, 70 soldats sont traduits en cour martiale (dont 48 pour absence illégale) et plusieurs affrontent le peloton d'exécution[5].

Malgré la création du 22e Régiment, les Québécois, fidèles à leurs sentiments antiguerre, sont aux premiers rangs de l'opposition à la conscription. L'establishment canadien de l'époque blâme alors les Québécois pour le « manque d'engagement des Québécois francophones à l'endroit de la Grande Guerre[6]. » Des 3 458 individus de la ville de Hull appelés par les autorités militaires et n'ayant pas obtenu d'exemption, 1 902 hommes devinrent insoumis et ne furent pas appréhendés, soit un taux d'insoumission de 55 %, le plus élevé de tous les districts d'enregistrement du Canada, suivi de près par Québec à 46,6 % et Montréal à 35,2 %. D'ailleurs, 99 % des appelés de la ville de Hull firent des demandes d'exemption, soit le plus important taux de demandes de tout le Canada[7].

Promulgation de la Loi sur les mesures de guerre

Les Québécois organisent de grandes manifestations contre les tentatives du gouvernement canadien d'utiliser les pouvoirs policiers pour imposer la conscription aux travailleurs et aux jeunes du Canada et du Québec. Le gouvernement Borden répond en invoquant la *Loi sur les mesures de*

guerre pour réprimer l'opposition. Il proclame donc la loi martiale et déploie plus de 6 000 soldats à Québec du 28 mars au 1er avril 1918.

Le soir du 28 mars 1918, des policiers fédéraux font une razzia dans une salle de quilles et procèdent à l'arrestation de jeunes qui s'y trouvent. Devant l'arbitraire et la violence des policiers, 3000 personnes assiègent le poste de police et poursuivent leur manifestation dans les rues durant la nuit.



Des milliers de personnes manifestent sur la Place Montcalm à Québec le 29 mars 1918.

Le lendemain, une foule de près de 10 000 personnes se rassemble devant l'Auditorium de la Place Montcalm (endroit actuel du Capitole de Québec), là où on administre les dossiers des conscrits. Les militaires, baïonnettes au canon, sont appelés et il s'en faut de peu pour que l'acte d'émeute ne soit lu, leur donnant l'autorisation de tirer.

Dans les conditions de l'époque, l'élite dirigeante du Canada s'est heurtée à un mur de résistance de la part du peuple québécois qui refusait d'être conscrit pour la guerre. Les aspirations des Québécois à leur statut de nation avaient été bafouées avant la Confédération par la force des armes britanniques. De pair avec la subjugation des peuples autochtones et des colons dans le Haut-Canada, cette répression allait être la base de la création d'un État et d'une Confédération anglo-canadiens. Il n'est pas difficile de s'imaginer que la classe ouvrière du Québec n'ait pas considéré d'un bon oeil le fait d'être envoyée sur les champs de bataille de l'Europe pour servir l'Empire britannique.

Notes

1. « Sir Robert Laird Borden », greatwaralbum.ca
2. Article de Pierre Vennat, « Les débuts du camp de Valcartier et d'une armée improvisée de toutes pièces », tiré du site « Le Québec et les guerres mondiales », 17 décembre 2011
3. Richard Foot, « L'élection de 1917 », *Encyclopédie canadienne*, 2015
4. Maxime Dagenais, « Les 'Van Doos' et la Grande Guerre », *Encyclopédie canadienne*, 2015
5. *Ibid*
6. « La Première Guerre mondiale », Sean Mills (sous la direction de Brian Young, University McGill), site web du Musée McCord.



Le recrutement des peuples autochtones

Lorsque la guerre a éclaté le 28 juillet 1914, le Canada n'avait pas de politique officielle concernant le recrutement des autochtones dans l'armée, car ceux-ci n'avaient pas le statut de citoyens. Cependant, en 1915, alors que les pertes commençaient à augmenter, le gouvernement britannique ordonna aux dominions de recruter activement des soldats autochtones pour l'effort de guerre. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada ont recruté des soldats autochtones pour combattre aux côtés de l'impérialisme britannique pendant la guerre. On estime que 4 000 hommes et femmes autochtones ont servi dans le Corps expéditionnaire canadien pendant la Première Guerre mondiale sur un total d'environ 600 000 soldats. Environ le tiers des hommes des Premières Nations âgés de 18 à 45 ans ont servi dans la guerre. Il n'y a pas de statistiques connues sur les Métis et les Inuits car le gouvernement canadien n'a reconnu que les « Indiens inscrits » dans les archives.

Beaucoup de Premières Nations, qui constituaient la principale source de recrues autochtones avec un nombre beaucoup plus réduit de Métis et d'Inuits, ont protesté contre la tentative de les recruter dans l'armée coloniale canadienne et se sont opposées à l'arrivée des recruteurs et des agents des Indiens dans leurs réserves. D'autres Premières Nations ont refusé d'y participer à moins de se voir accorder le même statut de nation souveraine et d'être traitées de nation à nation par la Couronne britannique avec qui elles avaient signé leurs traités.



Certains dirigeants et anciens autochtones ont également rappelé au gouvernement qu'ils avaient reçu l'assurance, au moment de la signature des traités numérotés avec la Couronne, que leurs jeunes ne serviraient dans aucune guerre, en particulier à l'étranger.

De nombreuses femmes autochtones ont également écrit au ministère des Affaires indiennes pour exiger du gouvernement canadien qu'il ne touche pas à leurs fils et leurs maris parce qu'on en avait besoin chez eux.

De nombreuses raisons ont été données pour expliquer la participation des Autochtones à la Première Guerre mondiale. L'une d'elles est la promesse d'une paye régulière, une autre est le sentiment qu'au sein des Premières Nations, les sociétés de guerriers devraient jouer leur rôle en aidant la Couronne, car leurs relations étaient avec la Couronne, et non avec le Canada. D'autres encore croyaient qu'après avoir apporté leur contribution, leurs relations avec l'État canadien s'amélioreraient à leur retour.

Les soldats autochtones ont pris part à toutes les grandes batailles auxquelles l'armée canadienne a participé et se sont distingués comme éclaireurs, tireurs d'élite et combattants de première ligne et gagné l'admiration et le respect de leurs camarades et officiers non autochtones. Au moins 50 Autochtones ont été décorés de médailles pour leur bravoure et leur héroïsme durant la Première Guerre mondiale. Au cours de la guerre, 300 hommes ont été tués au combat et beaucoup d'autres ont été blessés et d'autres sont décédés après leur retour à la suite de blessures subies, des effets du

gaz moutarde et de maladies qu'ils avaient contractées en Europe, notamment la tuberculose et la grippe.

La *Loi du service militaire* adoptée par le gouvernement conservateur de Borden en 1917 qui imposait la conscription, notamment pour les « Indiens inscrits ». La conscription a provoqué une vive opposition non seulement au Québec, mais aussi chez les Autochtones qui ont dénoncé cette manœuvre du gouvernement contraire à leur statut de peuple autochtone. Face à cette opposition, le gouvernement a été contraint d'accorder aux peuples autochtones une exemption de service à l'étranger.

D'autres injustices ont été également commises contre les peuples autochtones. En 1917, Arthur Meighen, ministre de l'Intérieur et responsable des Affaires indiennes, a lancé le programme de « grands efforts de production », qui visait à accroître la production agricole. Dans le cadre de ce programme, les terres situées dans des réserves qui n'étaient pas « utilisées » ont été reprises par le gouvernement fédéral et cédées à des agriculteurs non autochtones pour « une utilisation appropriée ». Lorsque des non-autochtones et des membres des Premières Nations ont protesté contre le fait qu'il s'agissait d'une violation de la *Loi sur les Indiens*, le gouvernement a modifié la *Loi sur les Indiens* en 1918 pour légaliser ces mesures illégales !

Le traitement brutal des anciens combattants autochtones après la guerre

À la fin de la guerre, les soldats de retour au pays, y compris les anciens combattants autochtones, avaient de grands espoirs que leurs contributions à l'effort de guerre se traduiraient par un meilleur avenir pour eux-mêmes et pour leurs communautés. Les anciens combattants autochtones pensaient que leur statut de « pupilles » de l'État serait changé et qu'ils seraient traités sur un pied d'égalité. Au lieu de cela, ils ont constaté que rien ne changeait et que les attitudes raciales et coloniales du gouvernement canadien restaient inchangées.

De nombreux anciens combattants autochtones avaient contracté à l'étranger une maladie, notamment la pneumonie, la tuberculose et la grippe. Ceux qui avaient subi des attaques aux gaz sont revenus avec des poumons affaiblis et étaient plus susceptibles de contracter la tuberculose et d'autres maladies respiratoires.

À l'instar de leurs camarades soldats non autochtones, les anciens combattants autochtones souffraient également des traumatismes de la guerre, qu'on appellerait aujourd'hui troubles de stress post-traumatique, ainsi que d'autres formes de maladie, comme l'alcoolisme, ce qui a ruiné leur vie et entraîné des problèmes pour leurs familles et leurs collectivités. En fait, le niveau de vie dans les communautés autochtones a diminué au cours des années qui ont suivi la guerre, car les anciens combattants de retour au pays avaient beaucoup de mal à conserver un travail régulier et à reprendre leur vie d'avant-guerre. Devant ces problèmes complexes, le Canada a fourni peu d'aide aux anciens combattants autochtones.

Les avantages accordés aux anciens combattants et le soutien du gouvernement canadien par la *Loi d'établissement de soldats* de 1917 et 1919 des terres et des prêts pour encourager l'agriculture, ne s'étendaient pas aux anciens combattants autochtones. Pour aggraver encore les choses, le gouvernement fédéral a confisqué 85 844 acres dans les réserves afin de fournir des terres agricoles aux anciens combattants non autochtones dans le cadre de cette loi.

L'objectif de l'État colonial canadien raciste d'exterminer les autochtones en les assimilant était bien vivant, comme le montre Duncan Campbell Scott, architecte du système des pensionnats canadiens et surintendant général adjoint des Affaires indiennes qui a écrit dans un essai :

Ces soldats qui ont été épanouis au contact du monde et des affaires extérieures, qui ont été mêlés à des hommes d'autres races et qui ont été témoins des multiples avantages et merveilles de la civilisation ne voudront pas retourner à leur ancien mode de vie indien. Chacun d'eux sera un missionnaire du progrès... Cette guerre aura hâté le jour, ... où les vieilles coutumes, les cérémonies bizarres et pittoresques... deviendront désuètes tout comme le bison et le tomahawk et lorsque le dernier tipi des contrées sauvages du Nord sera remplacé par une maison de ferme moderne.

L'abandon des anciens combattants autochtones à leur sort et d'autres abus des Autochtones par l'État canadien ont amené l'ancien combattant haudenosaunee, Frederick Loft, de la réserve des Six Nations de Grand River qui avait servi comme lieutenant avec le Corps forestier canadien pendant la guerre, à créer la Ligue des Indiens du Canada 1919. Avant son retour au Canada, Loft avait rencontré le King and Privy Council à Londres et exprimé ses préoccupations quant à la façon dont les peuples autochtones du Canada étaient traités. Sous sa direction, la Ligue s'est battue pour protéger les terres et les droits issus de traités des peuples autochtones.

La Ligue s'est notamment battue pour préserver les droits des peuples autochtones et a lutté contre les modifications de la *Loi sur les Indiens* portant sur l'« émancipation involontaire », orchestrée par Duncan Campbell Scott et adoptée en 1920, qui avait pour but d'éteindre le titre d'Autochtone en donnant le droit de vote aux « Indiens inscrits », tout en cherchant à saper et à saboter le travail de la Ligue des Indiens et à isoler et à criminaliser Loft.



L'ancien combattant haudenosaunee Frederick Loft a fondé la Ligue des Indiens en 1919

La Ligue a également lancé des contestations judiciaires pour établir, entre autres, les revendications des peuples autochtones en matière de droits de chasse, de pêche et de piégeage. La Ligue des Indiens a été la première tentative des peuples autochtones canadiens d'établir une organisation nationale pour résister aux attaques de l'État colonial canadien contre leurs droits et revendications. Elle a inspiré la formation d'autres organisations politiques autochtones pour lutter contre l'État colonial canadien et ses politiques racistes.

(Sources : Affaires autochtones et du Nord, L'Encyclopédie Canadienne, Anciens combattants Canada et Bibliothèque et Archives Canada.)



Le bataillon de Noirs affectés à la construction

Si les Noirs ont été utilisés par les colonialistes britanniques comme chair à canon pour réprimer les luttes pour les droits des autres, leurs propres droits et revendications légitimes ont été marginalisés et niés.

Lorsque la Première Guerre mondiale a éclaté, les Noirs en Nouvelle-Écosse et d'autres endroits ont essayé de s'enrôler, mais ont été confrontés aux obstacles et justification racistes. Le chef de l'état-major général de l'armée canadienne à l'époque a demandé dans une note : « Est-ce que les Noirs canadiens feraient de bons soldats pour le combat ? Je ne le crois pas ? » Quand un groupe d'environ 50 Canadiens noirs de Sydney, en Nouvelle-Écosse, ont essayé de s'enrôler, ils se sont fait dire : « [Ce] n'est pas pour vous, les gars. C'est une guerre pour les hommes de race blanche. »

Face à l'opposition répétée à ce racisme et cette discrimination de l'État, le gouvernement du Canada a permis la formation du 2e bataillon de construction (également connu sous le nom du Bataillon noir), basé à Pictou, en Nouvelle-Écosse. Ce bataillon maintenu à l'écart des combats n'a jamais participé aux actions militaires parce qu'il n'a pas été autorisé à porter des armes. Cinq cents soldats noirs se sont portés volontaires uniquement de la Nouvelle-Écosse, ce qui représente 56 % du bataillon noir. Il a été le seul bataillon noir de l'histoire militaire canadienne.



Les membres du bataillon ont été envoyés dans l'est de la France armés de pioches et de pelles pour creuser des fossés et construire les tranchées le long du front, ce qui les a mis en sérieux danger. Ils ont également travaillé à la construction des routes et des voies ferrées. Après la fin de la guerre, en 1918, les membres du bataillon ont été rapatriés et l'unité a été dissoute en 1920.

Selon Anciens Combattants Canada, quelque 2000 autres Canadiens noirs ont servi sur les lignes du front de la Première Guerre mondiale dans d'autres unités, certains avec les armées d'autres pays. Une fois de retour, les anciens combattants noirs du 2e Bataillon de construction et d'autres anciens combattants noirs revenus au pays ont constaté que rien n'avait changé au Canada et que non seulement leur contribution à l'effort de guerre n'a pas été reconnue mais ils ont continué de subir le racisme et la discrimination en matière d'emploi, de prestations pour les anciens combattants et d'autres services sociaux[1].



Note

1. L'État canadien aime dépeindre la participation des Noirs dans l'armée canadienne d'une manière intéressée. Anciens combattants Canada fait remarquer que « la tradition du service militaire par des Canadiens de race noire remonte à bien avant la Confédération. En effet, de nombreux Canadiens de race noire peuvent retracer leurs racines familiales à partir des Loyalistes qui ont émigré au Nord dans les années 1780, après la Révolution américaine. On avait offert la liberté et des terres aux esclaves américains s'ils acceptaient de se battre pour la cause britannique et des milliers saisirent cette occasion pour se faire une nouvelle vie dans l'Amérique du Nord britannique. »

Un tableau idyllique mais loin de la réalité. Les esclaves, au nombre de 30 000, qui ont pris part à la Guerre d'indépendance des États-Unis du côté des colonialistes britanniques se sont enfuis du côté britannique et ont servi comme soldats, ouvriers et cuisiniers. Lorsque les Britanniques ont été défaits, ils ont évacué quelque 2000 de ces « loyalistes noirs » vers la Nouvelle-Écosse avec la promesse d'une vie meilleure et de pouvoir vivre comme des êtres humains libres. D'autres ont été dispersés aux quatre vents et se sont retrouvés dans les îles des Caraïbes, au Québec, en Ontario, en Angleterre et même en Allemagne et en Belgique. Ceux que les Britanniques ont carrément abandonnés aux États-Unis ont été recapturés comme esclaves.

De nombreux Loyalistes noirs se sont retrouvés à Shelburne, dans le sud de la Nouvelle-Écosse, et plus tard ont créé leur propre communauté à proximité de Birchtown, la plus grande colonie noire à l'époque à l'extérieur de l'Afrique. D'autres loyalistes noirs se sont installés à divers endroits en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

Loin de trouver la liberté, la terre et de nouvelles opportunités, la plupart des loyalistes noirs n'ont jamais reçu de terre ou des dispositions qui leur avaient été promises et ont été contraints de gagner leur vie comme main-d'œuvre à bon marché – comme ouvriers agricoles, travailleurs journaliers dans les villes ou comme domestiques. En 1791, afin de résoudre le « problème noir », les autorités coloniales britanniques ont rapatrié près de la moitié de ces loyalistes noirs de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick vers le Sierra Leone, en Afrique où les Britanniques voulaient fonder une colonie et ont utilisé les loyalistes noirs pour faire face aux dangers, qui ont coûté la vie à beaucoup d'entre eux.

Les Noirs qui sont restés ont été utilisés par l'État colonial britannique dans la guerre de 1812 pour lutter contre les Américains. Les Noirs en Ontario et aussi d'autres endroits ont fait partie d'une armée coloniale appelée à réprimer la rébellion du Haut-Canada en 1837.

(Sources : Les Anciens Combattants, CBC et l'Encyclopédie canadienne)



Le cas de Ginger Goodwin

Ginger (Albert) Goodwin était un mineur de charbon qui a émigré d'Angleterre au Canada au début du XXe siècle. Il a travaillé dans les mines de charbon à Glace Bay, en Nouvelle-Écosse, et à Michel, en Colombie-Britannique, avant de s'installer en 1910 ou au début de 1911 à Cumberland, sur l'île de Vancouver. Il a travaillé dans la mine de charbon de Dunsmuir à Cumberland où il a participé à la grève de 1912 à 1914. Il était actif au sein de la United Mine Workers of America et en 1914 est devenu un organisateur pour le Parti socialiste.

En 1916, il déménage à Trail dans la région intérieure de la Colombie-Britannique où il a travaillé pendant quelques mois comme ouvrier dans une fonderie pour la Consolidated Mining and Smelting Company of Canada Limited. Il a été le candidat du Parti socialiste du Canada à Trail aux élections provinciales de 1916, arrivant en troisième position, et en décembre de la même année il a été élu secrétaire à temps plein du Syndicat des ouvriers de la fonderie de Trail, une section locale

de l'International Union of Mine, Mill and Smelter Workers (IUMMSW). L'année suivante, il a été élu vice-président de la Fédération des travailleurs de la Colombie-Britannique, président du district 6 de l'IUMMSW et président du Conseil des métiers et du travail de Trail. Le syndicat l'a proposé comme sous-ministre du ministère du Travail nouvellement fondé en Colombie-Britannique, mais il n'a pas été choisi. La proposition était appuyée par les conseils des métiers et du travail de Victoria et de Vancouver.



La grève générale de 24 heures à Vancouver lors des funérailles de Ginger Goodwin, le 2 août 1918

Ginger Goodwin s'est opposé à la Première Guerre mondiale pour des raisons politiques, sur la base que les travailleurs ne doivent pas s'entretuer dans des guerres économiques. « La guerre fait tout simplement partie du processus du capitalisme. Les gros intérêts financiers s'en accommodent bien. Ils vont récolter la victoire, peu importe la façon dont la guerre se termine », a-t-il dit. Néanmoins, il s'est enrôlé comme l'exige la loi et a été déclaré inapte au service militaire. Cependant, à peine deux semaines après qu'il eut dirigé une grève à Trail pour la journée de huit heures, il a reçu l'ordre de passer un nouvel examen médical et a ensuite été déclaré apte au service.

Son appel contre la conscription a été rejeté en avril 1918. Parce qu'il s'est fait ordonner de se rapporter à la caserne, il a refusé de trahir sa conscience et s'est caché avec d'autres résistants à la conscription dans les collines, près de Cumberland où les gens de la ville ont veillé à ce qu'ils aient de la nourriture et des provisions.

Goodwin a été abattu le 27 juillet 1918 par l'agent de la police fédérale, Dan Campbell, un des trois membres d'une équipe qui traquaient ceux qui se soustrayaient à la *Loi sur le service militaire*. La colère des habitants de Cumberland et des travailleurs de la province était telle que le 2 août 1918, une procession funèbre de plus d'un kilomètre et demi de long s'est formée à Cumberland, et la première grève générale en Colombie-Britannique a eu lieu le même jour à Vancouver.





Les funérailles de Ginger Goodwin, à Cumberland Colombie-Britannique, le 2 août 1918

Le 24 juin 2018, en l'honneur de Ginger Goodwin, martyr du travail et résistant à la guerre, et à l'occasion du 100e anniversaire de sa mort, le musée de Cumberland ainsi que la Fédération des travailleurs de la Colombie-Britannique, des syndicats locaux, des artistes, des musiciens et des acteurs, ont reconstitué la procession funèbre dans le cadre des événements commémoratifs annuels du 22 au 24 juin dédiés aux mineurs. En 1996, un tronçon de la route sur l'île de Vancouver a été nommé la route Ginger Goodwin, mais les affiches ont été enlevées par le gouvernement libéral quand il est arrivé au pouvoir en 2001. Le 23 juillet 2018, à l'occasion du 100e anniversaire de la mort de Goodwin, le gouvernement néodémocrate a érigé un monument à Union Bay situé tout près, le port de charbon qui desservait les mines de Cumberland, en l'honneur de Ginger Goodwin pour son combat pour les droits des travailleurs et son opposition à la conscription. Les affiches annonçant le « Ginger Goodwin Way » ont été replacées sur un tronçon de la route 19, près de Cumberland, sur l'île de Vancouver.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca